Le Pardem dénonce SFR qui veut licencier 5000 salariés

Le 05-09-2016

Télécharger ou imprimer au format PDF

5 000 emplois menacés chez SFR : un choix politique délibéré

Le Pardem (Parti de la démondialisation) dénonce la suppression de 5 000 emplois chez SFR d'autant que cette entreprise est bénéficiaire. Le Pardem soutient les initiatives prises par la CGT et la CGC en faveur des salariés : grève, rassemblement. Il met en débat son programme de démondialisation, de plein emploi et de justice sociale.

La situation à SFR illustre cruellement le système néolibéral qui tue les emplois, crée des monopoles capitalistes secteur par secteur, délocalise dans des pays à bas coût et privilégie le rendement du capital au détriment des salaires, des conditions de travail, de la santé des employés et des ouvriers. C'est l'Union européenne, avec ses directives, qui impose sa loi avec la complicité des gouvernements successifs.

Ce sont les travailleurs qui paient, chaque jour, les politiques favorables au grand patronat et à la finance internationalisée. Jusqu'à quand ? En 2017, il sera grand temps de chasser tous les responsables de cette casse sociale, économique et humaine en affirmant la volonté des citoyens de sortir de la mondialisation qui appauvrit tous les peuples, démantèle les services publics et détruit la souveraineté populaire et nationale.

L'annonce du plan de suppression de 5 000 emplois chez SFR est un nouvel épisode tragique de cette entreprise où les salariés vont de plus en plus mal. La baisse de 0,73 % du chiffre d'affaires est le prétexte invoqué pour massacrer l'emploi dans cette entreprise qui reste largement bénéficiaire ! Mais ce n'est pas une spécificité de SFR : chez Orange et Bouygues Télécom aussi, les effectifs baissent et les conditions de travail sont dégradées. Quant à Free, cette coquille presque vide fait trimer les salariés de ses sous-traitants dans des conditions honteuses.

Depuis 1996, la privatisation des télécommunications a été menée par tous les gouvernements pour répondre aux attentes de l'Union européenne.

Le processus de dérèglementation-privatisation des télécommunications opéré par la gauche plurielle a démarré en 1997, à l'appui des deux lois Fillon de 1996, en application du traité de Maastricht. De nouvelles sociétés ont été créées en débauchant des dirigeants de France Télécom. L'époque où une entreprise de l'empire Vivendi, Cegetel, s'acoquinait avec la SNCF pour concurrencer France Télécom est désormais révolue. Des dettes considérables ont été générées ; la spéculation a ensuite gonflé la bulle internet mondiale jusqu'en l'an 2000, année de son éclatement. Depuis, la recomposition du secteur se traduit par des restructurations féroces pour les salariés et par une véritable jungle tarifaire. Quant aux équipements et aux terminaux de télécommunications, ils sont aujourd'hui produits exclusivement en Asie du sud-est et aux USA, les pays européens ayant abandonné toute ambition en la matière.

Le rachat de SFR par Numéricable a été voulu par Patrick Drahi. Ce multimilliardaire possède la 9è fortune de France.

C’est un franco-israélien résidant en Suisse, propriétaire du consortium luxembourgeois Altice. Il pratique à grande échelle l’achat par effet de levier (LBO). Il est riche, influent, ambitieux, à la tête d’un empire… endetté à hauteur de 50 milliards ! Son nom apparaît dans les *Panama papers*… Son intérêt pour la convergence entre les télécoms et les médias est fort : il est vrai qu’il possède entre autres *BFM*, *Libération* et *l’Express*… Mais ce n’est jamais assez : ses ambitions américaines nécessitent de sacrifier des milliers d’emplois en France pour pouvoir acquérir des éditeurs de contenus aux Etats-Unis !

Face à l’annonce de 5 000 emplois menacés, personne ne pourra recourir à la loi « Florange » qui était annoncée par le PS, portée par le ministre Arnaud Montebourg, devant empêcher les licenciements dans les entreprises faisant des bénéfices. Cette loi n’était qu’un effet d’annonce, pas une volonté politique.

Le programme de démondialisation du Pardem pour l’emploi et la justice sociale défend l’emploi

Le programme du Pardem comporte un ensemble de propositions répondant à la situation SFR.

- Premièrement, par l’abrogation des réformes néolibérales prises ces quarante dernières années. Cela s’applique à la déréglementation des télécommunications.

- Ensuite, par la reconquête de la souveraineté économique et industrielle par le retour à la nation des grands groupes industriels, de services et médiatiques. Les entreprises françaises du consortium Altice, dont SFR, sont pleinement concernées.

- Enfin, par l’instauration du droit à l’emploi effectif permettant l’emploi pour tous, l’Etat étant l’employeur en dernier ressort. Alors qu’il y a six millions de demandeurs d’emploi en France, il est urgent d’agir pour le plein emploi. Il s’agit donc d’empêcher les licenciements chez SFR comme partout ailleurs.

Le Pardem apporte son soutien politique aux salariés en lutte, avec la CGT et la CGC, qui appellent à agir par la grève le 6 septembre. Nous regrettons que les syndicats majoritaires chez SFR, la CFDT et l’UNSA, soutiennent le funeste plan de suppressions d’emplois de la direction de SFR.

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire